

L'Humanité



Rouge

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 307

Mercredi 16 juillet 1975

SOYOUZ - APOLLO

Une grossière mystification

C'est jeudi que les deux satellites américain et soviétique vont se rencontrer dans "l'espace", mais déjà le grand spectacle a commencé : les journaux, la radio, la télévision et la presse ne vont parler que d'"exploits", de « haute technologie », d'exalter la « toute-puissance » des deux supergrands. Et surtout, célébrer la détente : déjà on nous serine des refrains enjôleurs : « Soyouz et Appollo se rencontrent, c'est un signe des temps » disent-ils ; à la compétition et à la tension avaient succédé la détente et la coopération. C'est Moscou qui a embouché la plus grosse trompette, l'un des cosmonautes soviétiques qualifiant la « rencontre » d'"événement majeur de la coopération internationale».

Ajouter à cela l'annonce de la réunion au sommet de la Conférence pour la sécurité et la coopération européenne (CSCE) pour fin juillet, et la « douce brise de la détente » chère à Brejnev semblerait souffler sur la planète en cet été 75.

Mais cela ne tient pas devant les faits. La décision de rencontre « Soyouz-Apollo » a été signée en mai 72, avec les fameux « accords Salt » qui prétendaient limiter les armements nucléaires. Trois ans ont passé, et l'activité de recherche nucléaire s'est déchaînée, l'Union soviétique prétend détenir « l'arme absolue », Schlessinger déclare que les États-Unis ne se laisseront pas distensés. Stocks nucléaires accrus, multiplication des missiles à ogives multiples, accroissement des flottes de guerre ; c'est cette course effrénée aux armes nucléaires que prétend masquer la rencontre Soyouz-Apollo.

Mise en scène de « détente » à Cap Canaveral. Mise en scène de « détente » à Helsinki. La Conférence sur la sécurité et la coopération européenne n'assurera ni la sécurité ni la coopération en Europe. C'est même l'avis de certains pays qui iront à Helsinki fin juillet. « Sécurité » ? Il s'agit principalement pour l'Union soviétique de faire admettre officiellement son contrôle sur les pays de l'Est. « Coopération » ? Il s'agit de favoriser la pénétration politique et économique russe à

l'Ouest. Nous y reviendrons plus longuement ultérieurement. Mais de fait, il n'y a ni sécurité ni coopération effective pour l'Europe qui n'est qu'une gigantesque poudrière pour le compte de deux superpuissances. Il y a quelques jours Schlessinger assurait que les États-Unis feront usage des armes nucléaires en cas d'agression d'une région « d'une grande importance pour les États-Unis » : il s'agit de l'Europe occidentale ; il envisage le transfert en Europe des « Poséidon » et de Marines du Pacifique. Le « héros de la détente », Brejnev, n'est pas en reste : ses flottes de guerre rentrent de l'opération « Océan 75 », manœuvres navales sans précédent dans l'histoire. Il ne se passe pas un jour où un officiel suédois, danois, norvégien ou britannique ne signale des intrusions de sous-marins ou de bâtiments de guerre soviétiques dans les eaux territoriales de leurs pays ; l'espionnage russe étend les mailles de son filet sur le continent tout entier. Et comment parler de « sécurité » pour un quelconque pays européen et de « non-recours à la force » de la part de l'Union soviétique quand on se souvient d'août 68 en Tchécoslovaquie ?

Brejnev a multiplié les sourires et les pressions tous azimuts pour que sa Conférence se tienne en juillet. Car c'est lui qui compte bien en profiter davantage. Cacher son potentiel militaire, trois fois le potentiel occidental, cacher ses prétentions à l'expansion et à la domination en Europe, endormir la vigilance des peuples face au danger No 1 que représente le social-impérialisme russe dans notre continent, voilà son objectif.

Jeudi, les impérialistes américains et surtout les impérialistes soviétiques voudront faire lever le nez des peuples pour la « rencontre historique », mais les peuples, les pieds bien sur terre et dans la lutte ne seront pas dupes ; comme ils se laissent de moins en moins prendre par le langage de la « détente » sorti de la bouche des deux plus grands fauteurs de guerre de notre temps.

Camille Granot

Agressions racistes à Vincennes

Des parachutistes et des légionnaires venus participer au défilé du 14 juillet se sont livrés à des agressions contre des travailleurs immigrés habitant rue Raymond-du-Temple à Vincennes, avant de briser à coups de barre les devantures des magasins. De tels faits sont fréquents et prouvent la nécessité de renforcer la lutte anti-raciste en particulier dans l'armée.

UN NOUVEAU PAYS INDEPENDANT : SAO TOME ET PRINCIPE

Après cinq siècles de domination portugaise les îles de Sao Tome et Principe viennent d'accéder à l'indépendance. C'est là le résultat d'une longue lutte contre le colonialisme. Lutte marquée par de nombreux sacrifices. C'est ainsi qu'en 1953 plus de 1 000 habitants sur une population de 70 000 furent massacrés. Ces îles ont été pillées et leur population jetée dans la misère la plus grande par le colonialisme qui y avait instauré de nouvelles formes d'esclavage. Ce pillage a créé une situation économique difficile. En gagnant son indépendance, sans nul doute, la population de Sao Tome et Principe surmontera ces difficultés.

Nous saluons ici cette grande victoire de Sao Tome et Principe qui est aussi un succès de l'ensemble du tiers monde.

L'AFFAIRE "CARLOS": mentez, mentez...

L'affaire Carlos est l'occasion de rumeurs dirigées contre la résistance palestinienne. Dès le départ certains ont cherché à accréditer l'idée que cet individu était lié à la résistance palestinienne. Dans une déclaration, le bureau de l'OLP à Paris déclarait alors : « Le bureau de l'OLP à Paris rappelle que chaque fois que survient une affaire pareille, les milieux hostiles au peuple palestinien tentent de discréditer sa juste lutte en calomniant son unique représentant légitime, l'OLP. »

Rappelons encore que l'OLP a toujours condamné avec force les actes terroristes commis en Europe et dont l'objet unique était de discréditer la cause palestinienne, de servir les ennemis du peuple palestinien.

POURQUOI DES OUVRIERS SOVIETIQUES REFUSENT CERTAINS METIERS ?

Les ouvriers soviétiques ne veulent plus faire certains métiers. C'est ce que constate un directeur d'usine de Novosibirsk indiquant :

« Chez nous, dans l'époque d'évolution extrêmement rapide que nous traversons, tout n'avance pas à la même vitesse. Il y a disproportion entre le progrès social et le progrès technique. Un jeune ouvrier aujourd'hui avec son éducation relativement haute pose des exigences élevées à la production. Et puisque nous sommes devant un problème de main d'œuvre, avec l'ampleur de notre développement il choisit un travail dont le contenu l'intéresse et où il a un avenir. Il a entièrement raison. Mais si nous n'y prenons pas garde, certains métiers seront complètement désertés et nous serons paralysés. Déjà cela devient difficile de faire balayer nos ateliers... »

Le directeur de l'usine se plaint — comme tout patron bourgeois — de ne pas trouver le personnel pour « le sale travail ». Prend-il souvent le balai ? On en douterait...

Il n'a pas à se plaindre... car c'est lui et ses pareils de la clique révisionniste au pouvoir en URSS qui ont engendré une telle situation. Balayer les ateliers par exemple, prendre part à toutes les activités les plus difficiles ou les plus rebutantes, aller sur le front le plus ardu, c'est une attitude communiste. Or que propose la nouvelle bourgeoisie russe, quelles idées diffuse-t-elle largement, quelle perspective ouvre-t-elle ? Non pas la révolution mais « celle d'un avenir » personnel, de « bonnes places », de « travail intéressant », de « métier

qui rapporte », etc. C'est l'idéal individualiste et bourgeois qu'elle tente d'inculquer à la classe ouvrière soviétique. Quoi d'étonnant si certains Soviétiques ensuite refusent les métiers méprisés, mal payés par la classe dirigeante ; comme ici, la vie n'est pas facile pour eux : trouver un logement, se ravitailler coûte cher dans ce grand pays où les dirigeants concentrent tous leurs efforts sur l'armement à outrance et tentent de faire retomber le poids de leurs difficultés sur le peuple ; ainsi le dit bien elle-même la journaliste révisionniste française Martine Monod :

« Le poids de dépenses militaires nécessitées par la tension internationale est autant de freins qui ont pu retarder la marche en avant... »

La militarisation de l'économie soviétique, sa transformation en économie capitaliste sont source de difficultés et de crise. Brejnev et sa clique sacrifient le bien-être du peuple à leurs intérêts politiques, militaires et à leurs profits. En Union soviétique, la vie n'est pas facile, quoi d'étonnant à ce que chacun cherche à trouver un métier plus rémunérateur, d'autant que chaque jour, la presse, la radio, le cinéma fixent comme idéal, « l'avenir de chacun », la « consommation individuelle » etc, et tentent de gruger les peuples soviétiques par des séductions bourgeoises. Mais ce n'est pas si simple car les peuples soviétiques ont une longue expérience de la lutte et de la révolution.

LA PRESSE THAÏLANDAISE DENONCE LES MANOEUVRES SOVIETIQUES EN THAÏLANDE

On se souvient peut-être de l'expulsion d'espions soviétiques de Thaïlande ; ici comme ailleurs, leur activité intense montre la volonté de pénétration des impérialistes russes dans les affaires des différents pays.

Un autre exemple récent : la clique Brejnev vient de faire pression pour s'opposer à la normalisation des rapports entre la Chine et la Thaïlande. Ainsi l'explique le journal hebdomadaire thaïlandais Mahanakon le 10 juillet :

« Lorsque le gouvernement thaïlandais a exprimé son désir d'établir des relations avec la Chine, un certain pays s'est porté sur la scène pour déclarer sa ferme opposition. Ce pays est l'Union soviétique. Dans un article publié le 26 juin, le journal soviétique « La Pravda » a averti le gouvernement thaïlandais que la reconnaissance diplomatique (de la Chine) donnera lieu à une ingérence de la Chine dans les affaires intérieu-

res de la Thaïlande. »

En fait d'ingérence, il s'agit bien d'une ingérence soviétique dans les affaires thaïlandaises. Et qui a fait long feu... car il n'a pas empêché le voyage du premier ministre thaïlandais en Chine !

De quoi se mêle l'Union soviétique ? Hier c'était l'impérialisme US qui prétendait tout régenter en Asie du Sud-Est ; c'est lui qui s'opposait ouvertement à l'établissement de relations entre la Chine et la Thaïlande. Aujourd'hui, c'est l'URSS de Brejnev qui prétend remplir cette tâche-là ; et de ressortir une nouvelle fois l'idée d'un « système de sécurité collective en Asie » ; cette idée a été développée de nouveau par l'ambassadeur soviétique en Thaïlande dans le club des journalistes étrangers. Mais la presse thaïlandaise est restée des plus sceptiques : pourquoi tant d'ardeur pour la sécurité « asiatique » de la part d'un pays plutôt européen, pourquoi

LES USINES TEXTILES DE PHNOM PENH REDEMARRENT



La collecte du sel dans le Cambodge d'aujourd'hui

Ce sont des combattants et combattantes qui viennent de remettre en marche les usines textiles de la capitale. Beaucoup, fils et filles de paysans pauvres et moyens, n'avaient jamais travaillé en usine et ne savaient pas s'en servir.

Ils se sont lancés dans le travail de réparation des usines en faisant preuve de responsabilité. Au début, ils ont rencontré des difficultés innombrables, mais ils ont appris les uns auprès des autres : celui qui avait appris une chose l'expliquait aux autres et ainsi de suite, jusqu'à ce que tout le monde comprenne tout, tout en se renforçant les uns auprès des autres.

Après une semaine d'efforts, tous les combattants et combattantes ont su remettre en marche toutes les machines et les usines. Ils ont arrivés à la conclusion qu'en tout, le facteur le plus important est la conscience de l'homme, son sens des responsabilités et sa position de lutter résolument.

Tel est le grand effort qui mobilise le peuple cambodgien, aussi ardent dans la reconstruction qu'il l'a été dans la lutte armée.

Le Cambodge de l'été 75 est un grand chantier et de là-bas nous viennent les bonnes nouvelles de ses succès dans la reconstruction, le développement de la production et l'unification du peuple.

GRANDE-BRETAGNE

Un débat parlementaire à Londres à propos de la marine a révélé l'inquiétude britannique face à la présence militaire russe dans les eaux occidentales. George Younger, député conservateur a souligné l'accroissement rapide de la force navale soviétique qui « nourrit clairement une intention d'agression ». Selon lui, il y aurait 190 sous-marins au nord de l'OTAN pour se mesurer à la Grande-Bretagne contre 112 à leur opposer du côté occidental. D'autres députés ont mis en garde contre le risque de voir les routes commerciales et d'approvisionnement en matières premières coupées et la Grande-Bretagne menacée d'asphyxie. Aussi se sont-ils opposés au plan gouvernemental de réduire les dépenses de la défense nationale.

CANADA :

Le gouvernement canadien a, ces derniers mois, élargi et développé ses relations avec le tiers monde ; c'est ce qui ressort du rapport du secrétaire d'Etat canadien aux Affaires étrangères présenté à la Chambre des communes à la suite d'un voyage en Afrique ; il y dit : « Le Canada soutient les efforts des pays du tiers monde pour accélérer leur développement et pour réaliser une distribution plus équitable des richesses du monde. »

Il a annoncé par ailleurs la volonté canadienne d'établir des relations diplomatiques avec la Guinée-Bissau, l'Angola et le Mozambique. Si l'on se souvient que la Canada a longtemps aligné intégralement sa politique sur celle des Etats-Unis, de telles attitudes, tout à fait positives pour isoler les deux superpuissances, manifestent la grande force du tiers monde qu'aucun ne peut ignorer aujourd'hui.

l'URSS ne rend-elle pas ses quatre îles du Nord au Japon, pourquoi s'oppose-t-elle à la « clause anti-hégémonique » dans le traité Chine-Japon ? Voilà ce qu'elle a répondu en substance, rappelant l'infiltration soviétique dans les universités et d'autres faits d'ingérence.

Au fond l'opinion de la presse thaïlandaise se trouve exprimée par la revue Mahanakon qui écrit :

« Aujourd'hui, tous les pays veulent se libérer du contrôle des grandes puissances. Le fait que la Thaïlande exige le retrait US de son pays ne signifie pas qu'elle ouvrira la porte au système de sécurité soviétique. »

La clique Brejnev peut multiplier ses manœuvres en Thaïlande, et ailleurs dans le Sud-Est asiatique pour tenter d'y supplanter l'impérialisme US ; ça n'ira pas comme sur des roulettes.

FPA CANTIN (DOUAI)

CEUX QUE LA VERITE GENE...

Quelques nouvelles fraîches du centre FPA de Cantin (Douai) :

Fin juin, les travailleurs en stage FPA syndiqués CFDT à Cantin se réunissent pour préparer démocratiquement une action contre le chômage qui attend tous les stagiaires à la sortie du centre. Préparée minutieusement par tous, cette action s'inspirait de la lutte des stagiaires FPA-Stains (Cf HR No 286, du samedi 14 juin), pour le même objectif : assurance d'un emploi stable en fin de stage dans la qualification choisie. Elle consistait à coller partout, dans ce centre où nous n'avons aucun droit, 2 affichettes visant à sensibiliser et mobiliser les stagiaires. Cependant, vu la menace d'exclusion qui pesait sur les colleurs, de nombreux stagiaires hésitaient, cédant à l'attraction du révisionnisme qui guette chacun de nous et finit par nous faire douter de la justesse de notre cause. Seuls, 2 travailleurs en stage, militants communistes marxistes-léninistes, prirent l'initiative, le matin du 1er juillet, de coller au vu et au su de tous ces affichettes qui ont le mérite de dire la vérité sur notre sort. Ils choisirent également ce moment-là parce qu'il coïncidait avec la venue d'un «monarque de la FPA», M. Rouget, délégué départemental de la FPA.

La réaction se manifesta vivement dans la personne de moniteurs révisionnistes qui essayèrent de provoquer les stagiaires qui collaient. Leur provocation fut un échec. Alors, ils eurent recours à la direction qui, passablement perturbée, ne savait quelle mesure prendre. Finalement, elle envoya l'adjoint technique chercher les 2 colleurs qui répondirent que :

- si Rouget et Baratte (directeur du centre) désiraient lire les affichettes, ils n'avaient qu'à venir dans les ateliers.

- s'ils voulaient discuter, ils n'avaient qu'à descendre dans la cour s'expliquer devant tous les stagiaires.

Monsieur Rouget préféra ne pas s'aventurer... sous prétexte que ce n'était pas aux stagiaires de faire la loi !

Pendant ce temps, nos révisionnistes arrachaient systématiquement les affiches de la section syndicale. Ils démontraient ainsi aux yeux de tous les stagiaires et de certains moniteurs leur véritable conception des «libertés démocratiques», qui n'est autre que la mise au pas sociale-fasciste de la classe ouvrière et le sabotage de tout ce par quoi les stagiaires expriment leur révolte. D'autant plus claire cette révélation : alors qu'ils avaient eux-mêmes mené campagne, le mardi 24 juin, à l'ANPE-Douai, sur le thème «PS-P^oC^oF-radicaux dénoncent la politique de chômage du pouvoir - une autre politique est possible !», ils arrachaient ce jour-là les affiches de stagiaires qui refusent le chômage et exigent le droit à l'emploi !

Mais, pour eux, l'impudence des stagiaires était trop grande encore, il leur fallait tout faire pour isoler les «meneurs» et amener la direction à les exclure. Ils s'y sont donc employés pendant toute une semaine, utilisant les moyens les plus véreux pour tenter de discréditer aux yeux

des masses les militants révolutionnaires qui avaient osé frayer la voie.

- D'abord envers les moniteurs, ils orchestrèrent une campagne d'intoxication, voulant leur faire croire que ce que les stagiaires voulaient, c'est la peau des moniteurs !

- Ensuite, vis-à-vis des stagiaires de leur section, ils utilisaient l'intimidation, allant jusqu'à reprocher à l'un deux de nous avoir parlé pendant le repas !

Ils tentèrent de monter un coup fourré avec quelques stagiaires jaunes pour fabriquer de toutes pièces une «délégation de stagiaires à la direction afin de protester contre ces "2 branleurs venus semer la merde"». Leur objectif pendant toute une semaine a donc été de monter le centre tout entier contre les 2 colleurs. Après avoir échoué auprès des stagiaires, ils comptaient bien donner le «coup de grâce» à une réunion du personnel du centre convoquée par eux avec pour objet «le mouvement des stagiaires» et qui devait décider de notre exclusion du centre. Mais voilà que les stagiaires de la section syndicale prirent l'initiative de briser ce courant d'antipathie provoqué artificiellement, par la diffusion et l'affichage de l'intérieur d'une «lettre ouverte au personnel». Ce document fut lu, discuté et approuvé par l'ensemble du personnel et la décision prise par la section syndicale CFDT personnel de prendre contact avec la section CFDT stagiaire. Ceci sur la proposition enthousiaste de membres du personnel non-syndiqués.

L'Humanité-Rouge, pour son compte, devait intervenir le même jour à la sortie auprès de tout le centre (stagiaires et personnel) par un tract : «A Cantin, le social-fascisme ne passera pas !»

En effet, en voulant monter un coup contre nous à leur manière, les révisionnistes ont réussi à se mettre à dos non seulement tous les stagiaires mais en plus une grande partie du personnel qui désapprouve leur «carrièreisme» et leurs méthodes social-fascistes.

Pour le moment, ni les responsables du P^oC^oF et de la CG n'ont osé répondre en face à nos attaques, refusant de s'expliquer publiquement sur le fond. Nous savons que l'affichage du 1er juillet a été qualifié par eux de «provocation gauchiste visant à susciter la répression !», c'est-à-dire de source officieuse et sans dévoiler leurs positions de fond quant au problème de la politisation et de la syndicalisation des stagiaires. Leur tactique pour le moment s'est bornée à utiliser le personnel du centre comme masse de manœuvre contre les militants révolutionnaires pour les éliminer et renforcer, par là-même, l'application du règlement anti-ouvrier de la FPA. On sait déjà combien ce règlement arrange leur politique qui vise à briser toute forme de résistance et d'organisation des masses face à un éventuel agresseur. Mais des bruits courent que le bureau national de la CGT accourerait pour protéger ses ouailles, et pour cause ! Les masses en révolte ont arraché leur masque.

Correspondant HR.

COURBEVOIE

LES C.R.S. INTERVIENNENT A VELOSOLEX

Voulant mettre fin à 35 jours de grève avec occupation par les ouvriers de Vélosolex, les flics investirent violemment l'usine vendredi matin.

Depuis le 5 juin dernier, les ouvriers occupaient leur usine pour empêcher les licenciements de la totalité du personnel. L'usine devait en effet fermer suite à la restructuration imposée par les nouveaux actionnaires majoritaires : Renault. Déjà le 1er mai, tout le secteur administratif a été fermé et 100 employés licenciés. Ensuite c'était l'usine de Tours qui

était fermée. Et au début les ouvriers apprennent le transfert de l'usine de St-Quentin et leur licenciement : soit 245 travailleurs jetés à la rue.

Les travailleurs devant cette nouvelle intervention policière et cette atteinte au droit de grève ont largement manifesté leur opposition aux CRS. Le mot d'ordre «CRS, hors des usines» a largement été scandé. Les travailleurs sont décidés à poursuivre la lutte, malgré les bonzes révisionnistes qui usent leur salive à temporiser et calmer leur volonté de lutte.

Licenciements "légaux" chez les bûcherons

Une vague de licenciements passe actuellement inaperçue. Il s'agit des bûcherons. Mais selon la «légalité» bourgeoise, il ne s'agit pas de licenciements. En effet, la plupart des bûcherons sont considérés comme travailleurs indépendants et ne sont embauchés par les entreprises d'exploitations forestières que pour une coupe, à un prix fixé à chaque fois au m3 de bois abattu. En fait, une proportion importante de bûcherons sont attachés à une entreprise donnée et travaillent à plein temps pour elle, mais toujours sous la forme de contrat coupe par coupe. Il est donc simple pour une entreprise de ne pas signer de nouveaux contrats quand une coupe est terminée, ce qui revient à un licenciement de fait.

Ainsi dans un département (parmi tant d'autres), une entreprise a licencié la totalité de ses 100 bûcherons au cours du mois de juin (dont certains travaillaient depuis 25 ans à plein temps pour elle). Six autres entreprises du même département ont fait de même, continuant leur activité à partir de leurs stocks. On voit le nombre de licenciements que cela peut représenter.

Et tout cela dans le silence le plus complet, tant de la part de la bourgeoisie que des syndicats. Mais pourquoi ces derniers protesteraient-ils contre des licenciements «légaux» alors qu'au contraire ils signent des accords permettant de rendre encore plus de licenciements «légaux» ?

Correspondant HR.

ADMI (CEPOY-LOIRET)

Occupation depuis le 2 juillet

Déjà au mois de janvier, le patron de l'usine avait essayé de liquider l'entreprise en licenciant la totalité des 130 ouvriers. Il n'avait pu le faire, en particulier grâce à l'opposition énergique des travailleurs.

Le 2 juillet, il devait pourtant revenir à la charge et annonçait son intention de licencier tout le personnel compte tenu de deux mois de préavis.

Les travailleurs ont immédiatement réagi en déclenchant la grève avec occupation et popularisation large dans cette région où le chômage s'étend gravement.

Ils refusent les licenciements quelle que soit la solution adoptée, rachat ou sous-traitance. Ils demandent donc également le respect des avantages acquis.

Correspondant HR.

TOUR DE FRANCE : LES TRAVAILLEURS DU PARISIEN LIBERE CONTINUENT LA LUTTE

Alors que grâce aux complots des dirigeants révisionnistes du P^oC^oF le «Parisien libéré» et «l'Équipe» continuent de sortir, les travailleurs du «Parisien libéré» eux continuent la lutte.

C'est ainsi que tous les télespectateurs ont pu juger de leur combativité lors de l'arrivée du tour de France, organisé justement par «l'Équipe» et le «Parisien libéré», au sommet du Puy

de Dôme. Rien, ni l'intervention de la police, ni l'habileté du commentateur n'ont pu les empêcher de faire entendre leurs mots d'ordre et de montrer à tous leurs banderoles. Lorsqu'enfin couvert totalement par les cris de «pas de licenciements» le reportage fut devenu impossible, le son puis l'image furent brusquement coupés. Les travailleurs du «Parisien libéré» avaient eu le dernier mot.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

LA BOURGEOISIE FASCISANTE MENACE D'EXPULSION DES TRAVAILLEURS MAROCAINS DE CHAUSSON

On se souvient que le 30 juin dans la soirée les CRS occupant l'usine Chausson de Gennevilliers pénétraient en force dans le foyer Sonacotra qui fait face à l'usine. Ils défonçaient les portes à coups de crosses, et frappaient avec la plus grande brutalité des résidents immigrés qui se trouvaient là.

Trois travailleurs marocains étaient arrêtés. Deux d'entre eux, Mohammed Chaïb et Jamaï Lahoussine, incarcérés à Fleury-Mérogis, passaient en correctionnelle le 9 juillet. Ils y étaient condamnés à un mois de prison, dont la moitié avec sursis, pour violences à agents.

Hier, ils devaient donc être libérés. Mais voici maintenant qu'ils sont menacés d'expulsion ! La commission des expulsions de l'Essonne a en effet « examiné leur cas » le 11 juillet et a transmis son avis au ministre de l'Intérieur sans en révéler la teneur. C'est tout dire !

C'est là une atteinte extrêmement grave au droit de grève. Les travailleurs visés sont tous deux ouvriers de Chausson et c'est parce qu'ils ont fait grève et pour nulle autre raison que la bourgeoisie a abattu sur eux sa sauvage répression. En les arrêtant, en les

inculquant, en les emprisonnant et aujourd'hui en essayant de les expulser, la bourgeoisie veut faire peur à tous les travailleurs, en particulier aux travailleurs immigrés. En s'acharnant sur des ouvriers marocains, elle spéculait sur la division qu'elle tente d'établir entre Français et Immigrés. Elle espère que les travailleurs français ne risqueront pas. Montrons-lui qu'elle se trompe.

Devant la perspective de la montée impétueuse du mouvement révolutionnaire des masses, la bourgeoisie veut prendre les devants, elle veut revenir sur le droit de grève qu'elle a pourtant inscrit dans sa constitution fascisante de 1958. Elle veut baillonner encore plus les travailleurs. En réprimant particulièrement des travailleurs marocains, elle compte arriver à ses fins sans susciter de riposte massive.

Mais quand la bourgeoisie lève la main sur un travailleur quel qu'il soit, quand elle touche un ouvrier, c'est toute la classe ouvrière qu'elle attaque. Et c'est toute la classe ouvrière qui se dresse pour la faire céder !

Empêchons par tous les moyens l'expulsion de nos camarades Chaïb et Lahoussine !

INTOLÉRABLE : LES FASCISTES DE FRANCO RÉPRIMENT EN FRANCE LES PEUPLES BASQUE ET ESPAGNOL

Le week-end du 14 juillet aura vu éclater au pays basque de nombreux attentats. Une bombe notamment a explosé, dans la nuit du 13 au 14 à Biarritz, dans une librairie spécialisée dans les ouvrages basques.

Or récemment diverses informations faisaient état d'un groupe terroriste de sigle «ATE» dont l'activité intensive ces derniers temps — plasticages, assassinats, etc — vise les réfugiés politiques espagnols et surtout les Basques. On ne peut évidemment s'empêcher de faire le rapprochement.

Mais le peuple basque n'est pas soumis qu'aux seules intimidations et répression des terroristes civils. C'est ainsi par exemple, qu'une vedette garde-côte espagnole a accosté le matin du 12 juillet dans le port d'Hendaye. Selon des témoins, des carabiniers se trouvaient à son bord. Aussitôt la vedette a dû prendre le large devant la colère de la foule qui se trouvait sur le pont.

Ainsi il s'avère que les autorités gouvernementales de notre pays et leur police ne pêchent pas par manque d'hospitalité vis-à-vis des larbins franquistes de tout poil. Quand il s'agit de réprimer le peuple, les bourgeois se serrent les coudes, n'est-ce pas ? A nous donc de renforcer notre solidarité avec les peuples basque et espagnol, et de joindre notre action aux leurs contre la répression fasciste.

CELUI QUI EN SAVAIT TROP

Le silence est en train de recouvrir l'assassinat du juge d'instruction Renaud. Il est vrai qu'il s'agit là d'une affaire que certains milieux dirigeants de la bourgeoisie ont tout intérêt à étouffer.

Pourquoi le juge Renaud a-t-il été abattu ? On dit qu'il avait confié à des proches qu'il était sur le point de dévoiler des faits importants. On dit en particulier que son enquête lui aurait donné les preuves que l'attaque à main armée de la poste de Strasbourg, commise il y a quelques années, avait servi à alimenter les caisses de l'UDR. Pour qu'il ait été nécessaire de le tuer, il fallait en tous cas qu'il soit au courant de faits extrêmement compromettants.

De nombreuses affaires criminelles survenues dans la région lyonnaise au cours de ces dernières années avaient déjà mis en lumière les liens étroits existant entre le «milieu» et les parti «gouvernementaux».

La plus connue est sans doute l'affaire Jean Augé, numéro un du banditisme dans la région et responsable régional du SAC, abattu en 1973. Augé était un des «caïds» du trafic de la drogue et dirigeait le racket dans le sud-est de la France. On a dit que c'est lui-même qui aurait ordonné l'incendie du dancing le «Cinq-Sept» dans lequel plus de 100 jeunes trouvèrent la mort. Augé est aujourd'hui remplacé à la tête du SAC par le commandant d'état-major des CRS de Lyon, René Farge. On connaît également l'affaire des «ferrailleurs» de Lyon dont l'instruction fut menée par le juge Renaud et à laquelle était mêlé le frère du trésorier national de l'UDR.

Citons encore l'affaire Charret, ce député UDR, proxénète et lié à la mafia locale.

On pourrait allonger la liste de ces affaires mettant en lumière les relations entre le milieu et les partis au pouvoir. Le juge Renaud en savait probablement trop à ce sujet...

ROUEN : JUGEMENT RENDU AU PROCES SUR LA NON-APPLICATION DE LA LOI VEIL

Le 15 mars dernier, une jeune femme de 21 ans se présentait au service de gynécologie du professeur Duval à l'Hôtel-Dieu de Rouen pour une demande d'interruption de grossesse. Elle était accompagnée dans sa démarche par des militants du MLAC.

Le professeur Duval refuse de recevoir cette femme, qui sera examinée finalement par un médecin du service, mais une semaine plus tard ! Une semaine plus tard encore, on lui annonce que «son cas n'a pas été retenu par la commission». Il se sera donc écoulé 15 jours entre la demande de la jeune femme et la réponse du service du professeur Duval. L'avortement aura finalement lieu, dans le cadre de la loi, dans un autre établissement hospitalier.

La jeune femme, aidée par le MLAC et des avocats progressistes, décidait, devant ce cas flagrant de non application de la loi Veil, de poursuivre en correctionnelle le professeur Duval pour non-assistance à personne en danger, la clause de conscience prévue par la loi n'étant pas en cause.

Le procès s'est déroulé le 11 juin et a donné lieu à des violences policières d'une rare intensité, inconnue jusqu'ici à Rouen. Six personnes qui manifestaient pour l'application de la loi Veil furent condamnées pour

«violences et outrages à agent», alors que les partisans du groupuscule «Laissez-les Vivre» pouvaient manifester tranquillement sur les marches même du Palais de Justice.

Le jugement a été rendu le 11 juillet : le professeur Duval est relaxé et la jeune femme est condamnée aux dépens ; les attendus nous expliquent gravement sur une dizaine de pages :

— que la jeune femme n'était pas en état de péril objectif, mais une manifestante !

— que le fait d'avoir fait lanterner la jeune femme pendant 15 jours, que l'existence parfaitement illégale de la «commission», ne constituent pas un délit ; la sanction d'un tel délit n'étant d'ailleurs pas prévue par la loi !

Il faut aussi remarquer que les attendus ne font pas mention des nombreux témoignages cités par la jeune femme.

Au total, relaxe pour celui qui n'applique pas la loi Veil, condamnation pour ceux qui réclament son application !

Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'en société capitaliste la justice est une justice de classe, et qu'elle est au service de la classe dominante : la bourgeoisie.

Correspondant HR

L'administration communiqué à tous les camarades, amis lecteurs et sympathisants

Attention au libellé des chèques qui régissent le matériel Faucille, Souffle, Femme dans le combat, Jeune garde rouge.

Ces chèques doivent tous être faits à l'ordre de L'Humanité rouge sans autre indication ; vous pouvez marquer au dos si vous le désirez au crayon : Faucille, Souffle, Femmes dans le combat ou Jeune garde rouge, mais cela n'est pas obligatoire si une lettre accompagne votre chèque.

En effet un certain nombre de chèques nous ont été refusés à l'encaissement pour avoir porté sur le chèque un autre destinataire que L'Humanité rouge.

LA VISITE DE SIMONE VEIL A ALGER MONTRE L'IMPORTANCE DE LA COOPÉRATION FRANCO-ALGÉRIENNE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

A la fin de la semaine dernière, Simone Veil, ministre de la santé, a séjourné plusieurs jours à Alger. C'était la première fois depuis 1962 qu'un ministre français effectuait un voyage en Algérie.

Au cours de cette visite c'est principalement de la coopération médicale entre la France et l'Algérie que Simone Veil s'est entretenue. Reçus par le président Boumediène, le ministre français et son homologue algérien, le docteur Omar Boudjellab, ont dressé le bilan de cette coopération qui s'exerce surtout dans les domaines de l'assistance médicale, de la formation du personnel médical et para-médical, et de la recherche. Ils

ont également examiné plusieurs projets de développement de la coopération et défini la marche à suivre pour «donner le maximum d'efficacité à ce qui existe déjà», ainsi que l'a rapporté le ministre français de la santé.

Pendant son séjour, Simone Veil a également rencontré M. Abdallah Kodja, secrétaire d'État au plan, et M. Maoui, ministre du Tourisme, avec lesquels elle s'est respectivement entretenue de la protection maternelle et infantile en liaison avec les problèmes du contrôle des naissances, de la croissance démographique ainsi que de la nutrition, et du thermalisme qui est en plein essor en Algérie.

De nombreuses autres questions ont été abordées.

Ce voyage atteste d'une coopération étroite de la France et de l'Algérie en matière de médecine et notamment de formation de médecins algériens. Il est également une illustration, dans un domaine particulier, d'une tendance générale de la bourgeoisie française : celle de l'établissement progressif de rapports d'égalité avec les pays du tiers monde et notamment avec les pays arabes. C'est là une chose positive qu'il faut resituer dans le contexte de la situation internationale actuelle, et en particulier dans le cadre du climat explosif qu'installent les deux superpuissances en Méditerranée.